

La Palestine veut croire en la paix

Majed Bamy, membre de la délégation générale palestinienne au sein de l'Union européenne, sera mercredi à Thionville. Il expliquera les nouveaux enjeux de son pays qui souhaite aujourd'hui cohabiter en paix avec Israël.

La Palestine vit actuellement un tournant historique : Grâce, notamment, à l'impulsion de la diplomatie égyptienne, le Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas et le mouvement islamiste Hamas viennent d'arriver à une réconciliation. Une annonce faite fin avril qui a pris par surprise le monde entier. C'est dans ce contexte que Majed Bamy, membre de la délégation générale palestinienne au sein de l'Union européenne, interviendra mercredi prochain à 18 h, salle du Beffroi à Thionville. Il animera une conférence intitulée *De 1948 à 2011, Palestine, de la Nakba à l'État ?* C'est l'AFPS (l'Association France-Palestine solidarité) qui a organisé sa venue dans le département.

Majed Bamy, également ancien président de l'Union générale des étudiants de Palestine en France, dit « parler au nom du peuple palestinien dans son ensemble ». Au nom de son pays, il milite pour un l'établissement d'un État palestinien indépendant et souverain en

Cisjordanie et dans la bande de Gaza avec Jérusalem pour capitale.

Quelles idées allez-vous évoquer lors de la conférence ?

Majed BAMYA : « L'idée, ce n'est pas de faire un historique, mais d'évoquer l'enjeu de la Palestine au vu du contexte actuel. Notre "Nakba" (la catastrophe de l'exode d'environ 750 000 Palestiniens survenue en 1948) se poursuit. La première phase de la reconnaissance de la Palestine a débuté en 1988. Quand l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) a déclaré son indépendance sur les frontières de 1967, 104 états ont alors reconnu la Palestine. Pour cette deuxième phase, tout doit converger pour que la Palestine devienne un État dans les faits et sur le terrain afin de réaliser la paix. Il y a eu une première tentative avec l'intervention du président Obama pour obtenir le gel de la colonisation. Israël s'y est refusé. Il faut que cette fois, en 2011, cela fonctionne et qu'Israël reconnaisse les droits



Majed Bamy sera mercredi à Thionville pour parler des nouveaux enjeux de la Palestine.

Photo DR

des Palestiniens. »

Qu'est ce qui pourrait empêcher ce processus de se réaliser ?

« Le principal obstacle, c'est l'impunité d'Israël. Il ne doit plus être au-dessus des lois où il se conduira en État hors la loi, tant en terme de colonisation, que par la poursuite du siège de la bande de Gaza. Il faut envoyer un message politique clair et que la communauté internationale utilise les instruments qu'elle a entre les mains pour mettre la pression sur ce pays, afin qu'on

arrive enfin à la coexistence. »

Les mouvements révolutionnaires arabes ont-ils influencé les Palestiniens ?

« Le Mouvement du 15 mars, pour mettre fin à la division et à l'occupation, a un lien important avec ce qui se passe dans le reste des pays arabes. La Palestine est traitée comme si elle n'avait aucun lien avec les révoltes qui secouent le Moyen-Orient. Alors que ces mouvements s'inscrivent pleinement dans la lignée de notre lutte pour la liberté et la reconnaissance de

nos droits. Les dynamiques régionales ont changé et ça a débloqué la réconciliation. Par exemple, l'évolution de la situation en Syrie a joué un rôle. Le nouveau pouvoir égyptien a eu à cœur de réussir tout de suite la réconciliation et il a remporté une victoire diplomatique incroyable alors que le pays traverse une période historique.

L'histoire ne doit pas se répéter, la communauté internationale doit prendre ses responsabilités, c'est la condition de la paix. »

Audrey LIBIEZ.

Conférence de Majed Bamy, mercredi 18 mai salle du Beffroi à Thionville à 20 h. Et exposition du 14 au 21 mai, salle In Vitro sur la Palestine et son peuple avant 1947, La "Nakba" ("catastrophe" en arabe) des années 1947-1949, le sionisme, l'expansion territoriale jusqu'à nos jours. Contact : 03 82 82 25 25.